

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Direction des Analyses Economiques

**Note de conjoncture économique
au 29 septembre 2023**

Septembre 2023

A l'échelle mondiale, l'environnement économique est caractérisé par des signes de ralentissement de l'activité productive au second semestre 2023 après un début d'année globalement favorable à la faveur de la baisse des prix de l'énergie et de la réouverture de l'économie chinoise. En effet, l'OCDE table sur croissance de 3,0 % et 2,7 %, respectivement en 2023 et 2024 contre 3,3 % en 2022. Cette tendance au ralentissement de l'économie mondiale tient notamment des effets des cycles de resserrement monétaire et de la baisse de la confiance des ménages et des entreprises.

En outre, le rapport de l'OCDE renseigne une baisse de l'inflation globale, bien que demeurant largement supérieure aux objectifs des banques centrales, particulièrement celles des économies avancées. Cependant, la baisse de l'inflation sous-jacente serait plus lente dans nombreux pays en raison des tensions sur les coûts et des marges élevées dans certains secteurs. Dans ces conditions, l'orientation de la politique monétaire devrait demeurer restrictive jusqu'à ce que l'inflation sous-jacente s'inscrive durablement en baisse.

Au plan national, les effets de mesures de stabilisation prises par le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo deviennent de plus en plus visibles, attestés par la baisse des tensions sur les marchés des changes et des biens et services. L'économie congolaise s'installe progressivement sur le sentier de la restauration de la stabilité. Sur le marché des biens et services, l'inflation est demeurée globalement à son niveau de la semaine passée.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

L'évolution de la conjoncture économique mondiale laisse apparaître des signes de ralentissement de l'activité productive après un début d'année caractérisée par une reprise favorisée par la baisse des prix de l'énergie et la réouverture en Chine. Ce ralentissement serait expliqué par les effets, de plus en plus visible, du resserrement monétaire, la baisse de la confiance des ménages et entreprises ainsi que le coût d'arrêt de l'activité en Chine.

Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, publié en septembre courant, l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) table une croissance mondiale de 3,0 % et 2,7 %, respectivement en 2023 et 2024 contre 3,3 % en 2022. Cette tendance est perceptible dans l'ensemble des régions ou groupe d'économies, notamment les économies avancées et celles émergentes et en développement. Dans les économies avancées, le ralentissement de l'activité serait influencé par la faiblesse de la demande et durcissement des conditions financières. C'est le cas particulièrement des Etats-Unis où la croissance devrait passer de 2,2 % en 2023 à 1,4 % en 2024. Dans la zone euro, l'activité devrait fléchir à 0,6 % en 2023 avant de redresser légèrement à 1,1 % en 2024.

En outre, l'OCDE prévoit une baisse progressive de l'inflation globale, alors que l'inflation sous-jacente ralentirait plus lentement en raison des tensions sur les coûts et des marges élevées dans certains secteurs. Dans les économies du G-20, le rapport renseigne une inflation globale attendue à 6,0 % en 2023 et 4,8 % en 2024, soit des niveaux largement supérieurs aux objectifs des banques centrales de la plupart des économies membres. Cependant, le rapport souligne la prédominance des risques de divergence à la baisse du fait de l'incertitude entourant la taille et la rapidité de la transmission de la politique monétaire. De même, les effets négatifs de la hausse des taux d'intérêt pourraient s'avérer plus forts que prévu, et une hystérésis plus grande de l'inflation nécessiterait davantage de durcissement des politiques qui accentueraient les vulnérabilités financières.

Néanmoins, l'OCDE appelle à poursuivre avec le cycle de resserrement monétaire jusqu'à ce que l'inflation sous-jacente s'inscrive durablement dans la baisse. Ainsi, les banques centrales devraient renforcer leurs stratégies de communication pour plus d'efficacité. De leur côté, les gouvernements devraient procéder aux rééquilibrages budgétaires, afin de veiller à la viabilité de la dette et de reconstituer les marges budgétaires nécessaires pour soutenir les politiques macroéconomiques.

Par ailleurs, dans une étude intitulée « *Navigating fiscal challenges in Sub-saharan Africa : Resilient strategies and credible anchors in turbulent waters* », publiée le 26 septembre courant, les services du FMI font état d'un accroissement du ratio de l'endettement moyen en Afrique subsaharienne. En effet, ce ratio est passé de 30 % du PIB à fin 2013 à 60 % du PIB à fin 2022. Cette évolution présente des risques d'une crise de la dette dans la région, notamment plus de la moitié des pays à faible revenu, lesquels présentaient, lors de la dernière évaluation en 2022, un risque de surendettement élevé pour certains ou une situation de surendettement pour d'autres. Face à cette situation, l'étude présente cinq mesures importantes à prendre pour préserver la viabilité des finances publiques, tout en réalisant les objectifs de développement de la région. Il s'agit essentiellement de : **(i) redonner un ancrage à la politique budgétaire en élaborant une stratégie à moyen terme réaliste, (ii) réaliser un rééquilibrage budgétaire afin de garantir la viabilité de la dette, (iii) accroître la mobilisation des ressources intérieures, (iv) renforcer les institutions budgétaires afin d'améliorer l'exécution des plans, et (v) anticiper les résistances du grand public aux réformes.**

II. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTÉRIEUR

L'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de croissance, avec un taux de croissance supérieur à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, soit à 6,2 % 2023 estimé par la Mission du FMI contre une prévision initiale de 6,6 %. Cette révision à la baisse de la prévision de croissance serait expliquée par la baisse de la demande intérieure consécutive au durcissement de la politique monétaire, conjugué à la baisse des cours mondiaux des produits de base exportés par la RDC.

Sur le marché des biens et services, l'inflation hebdomadaire au cours de la semaine sous examen s'est globalement maintenue à son niveau de la semaine précédente, se situant à 0,11 % contre 0,10 %. En rythme mensuel, l'inflation a ralenti pour le deuxième mois consécutif, s'établissant à 0,54 % en septembre 2023 contre 0,87 % le mois précédent, attestant la poursuite de la désinflation et la consolidation de la désinflation amorcée à partir de la deuxième quinzaine du mois de juillet.

Au niveau du marché de change, les cours se sont relativement maintenus à leurs niveaux observés la semaine précédente. Les cours se sont établis à 2.487,16 CDF et 2.546,67 CDF le dollar américain, respectivement à l'indicatif et parallèle. Les réserves internationales se sont établies à 4.487,42 millions de USD au 28 septembre 2023, soit un niveau correspondant à 2,43 mois d'importations de biens et services.

S'agissant des finances publiques, l'exécution du plan de trésorerie renseigne que Au 29 septembre courant renseigne une mobilisation mensuelle de recettes de 1.553,2 milliards de CDF et des dépenses de 1.549,2 milliards de FC.

Pour rappel, la Banque Centrale du Congo a procédé au troisième relèvement de son taux directeur depuis le début de l'année, ce dernier a été ajusté à 11,0 % à 25,0 % l'an en date du 08 août 2023. En outre, le 19 juin 2023, l'Institut d'Emission avait également augmenté le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale qui est passé de 0 % à 10,0 % sous mode stérilisation. Les niveaux des autres coefficients de la réserve

obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. Ce dispositif a été maintenu à ce jour dissipant ainsi les craintes d'un nouveau durcissement lequel pouvait d'après certains observateurs conduire à la détresse bancaire à la suite d'un possible bond brutal du coût du crédit bancaire et d'un risque de crise de liquidité des banques ne sont pas apparues grâce à une restriction prudente de la politique monétaire.

Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité.

2.1. Secteur réel

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de la croissance en dépit d'un environnement international demeurant globalement difficile. Aussi, les mesures prises par le Gouvernement et la Banque Centrale ont eu globalement un effet favorable sur les prix intérieurs et doivent s'inscrire dans la durée.

2.1.1. Croissance

Les dernières prévisions effectuées par les services du FMI renseignent une croissance de 6,2 % attendue en 2023 contre 6,8 % prévue initialement, alors que la Commission des Etudes Statistiques et des comptes nationaux (CESCN) tablait sur une croissance de 6,6 % sur base des réalisations de production à fin mars 2023. Cette révision à la baisse des perspectives de croissance s'expliquerait par le recul des cours mondiaux des produits miniers exportés par la RDC.

L'analyse sectorielle renseigne globalement que la croissance de l'activité économique resterait essentiellement impulsée par le secteur primaire, bien qu'en faible progression comparativement à 2022, suivie des secteurs tertiaire et secondaire.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire passerait de 15,6 % en 2022 à 7,6 % en 2023. L'évolution de ce secteur, bien qu'en ralentissement par rapport à l'année précédente, serait consécutive aux activités de la branche « Extraction » qui augmenterait de 9,0 % contre 22,0 % une année plus tôt, avec une contribution à la croissance de 3,7 points. La branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » devrait, quant-à-elle, s'accroître de 4,1 % contre 2,4 % l'année précédente.

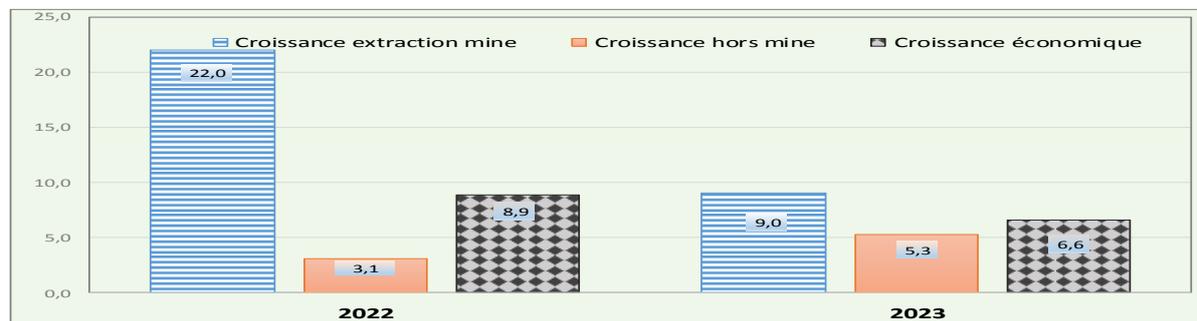
Le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance se situerait à 1,6 point de pourcentage en 2023, enregistrerait une croissance de 4,4 % contre 3,3 %, grâce notamment à sa branche « Transports et Télécommunication » et « Commerce ». Les activités des sous-branches Transports et Télécommunication indiqueraient des augmentations respectives de 3,4 % et 7,6 %, venant de 2,7 % et 6,5 %. Quant au commerce, sa valeur ajoutée afficherait une croissance de 3,5 % contre 2,7 % une année auparavant.

Pour ce qui est du secteur secondaire, bien que classé au troisième rang au titre de contributeur à la croissance, il devrait enregistrer un bond. La croissance de sa valeur ajoutée s'établirait à 9,1 % contre 2,8 % en 2022, suite notamment à l'accélération de 23,2 % de la branche « Bâtiment et travaux publics » venant de 3,5 % en 2022. Sa contribution à la croissance passerait de 0,4 point à 1,3 point de pourcentage.

Il sied d'indiquer que la mise en œuvre du PDL 145T, l'organisation des 9^{ème} jeux de la francophonie par le pays, la réhabilitation des voies et moyens de communication couplée à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consommation,

devrait propulser les activités de commerce, de restauration ainsi que des services bancaires.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et branche extraction (%)



Source : Cadrage FMI.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Les résultats de l'enquête menée auprès des d'entreprises, en août dernier, révèlent un léger ralentissement de la confiance des opérateurs économiques quant à l'évolution de la conjoncture à court terme en RDC. Cette situation est attestée par le niveau du solde global brut d'opinions, lequel s'est chiffré à +27,7 % venant de +28,8 % le mois précédent.

Cette évolution tient principalement du relâchement des opinions affichées par les chefs d'entreprises évoluant dans les secteurs « Electricité et Eau » et « Service », dont les soldes bruts sont respectivement passés de +22,3 % et +18,9 % à +21,6 % et +11,4 %. Cette évolution est observée principalement au niveau des sous-branches « Eau », « Activités financières », « Services rendus aux entreprises » et « Transports et autres auxiliaires de transport ».

Il sied d'indiquer que la sous-branche « Eau », fait face à une insuffisance d'investissements dans les infrastructures de transport devant permettre la desserte en eau dans les ménages ainsi qu'à d'autres installations qui utilisent ces denrées. Cette situation est la cause des multiples pannes que connaît ce secteur.

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions 2022-2023



Source : Banque Centrale du Congo.

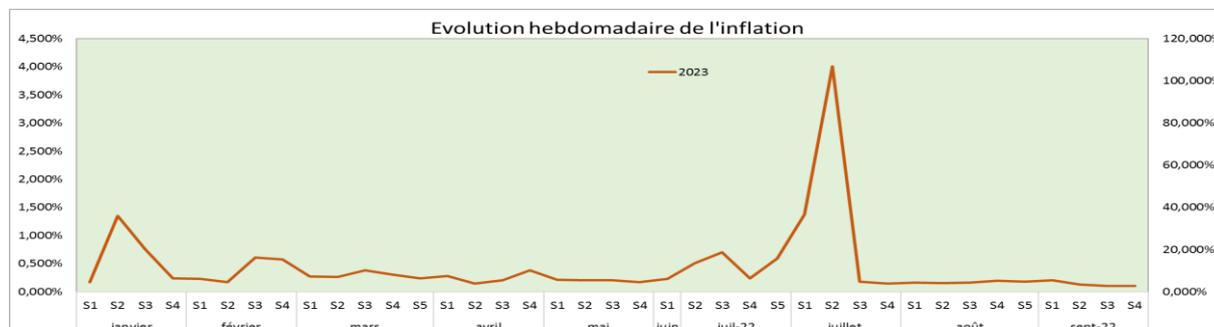
Néanmoins, en moyenne annuelle, la confiance des chefs d'entreprises en 2023 demeure supérieure à celle de l'année précédente.

2.1.3. Marché des biens et services

A la dernière semaine du mois de septembre 2023, les données officielles publiées par l'Institut National de la Statique (INS) atteste une poursuite de la stabilité sur le marché des biens et services. En effet, le taux d'inflation est ressorti à 0,105 % contre de 0,101 % la semaine précédente.

Ce niveau d'inflation hebdomadaire est principalement influencé par l'évolution des fonctions de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison », « transport » et « Restaurants et hôtels », lesquelles ont progressé respectivement de 0,11 %, 0,28 %, 0,23 % et 0,54 %. La contribution à l'inflation de ces quatre composantes a globalement représenté 95,6 % à l'indice global.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire



Source : Banque Centrale du Congo

En rythme annuel, l'inflation a ralenti à 0,539 % au mois de septembre contre 0,865 % en août, et ce après avoir atteint un pic de 5,792 % en juillet 2023. En cumul et en glissement annuel, l'inflation est ressortie respectivement à 18,110 % et 21,862 %.

2.2. Finances Publiques

Pour le mois de septembre 2023, le Trésor table sur une mobilisation des ressources de 2.449,3 milliards de CDF, portée principalement par l'encaissement du troisième acompte provisionnel de l'impôt sur le bénéfice et profits. S'agissant des dépenses prévues, elles se chiffraient à 2.843,6 milliards de CDF.

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat en juillet 2023

Au 29 septembre courant, le Plan de trésorerie de l'Etat renseigne une mobilisation mensuelle de recettes de 1.553,2 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 63,4 % par rapport à la prévision mensuelle. Il reste un montant attendu de 896,1 milliards de FC.

Les recettes fiscales ont représenté près de 86,2 % des recettes mensuelles dont 931,1 milliards provenant de la DGI et 414,4 milliards de la DGDA. Concernant particulièrement les recettes de la DGI, elles n'ont représenté que près de 60 % par rapport aux prévisions mensuelles. Bien que ce montant pourrait évoluer à la clôture définitive de cette échéance fiscale, tout laisse à penser que cette régie ne réaliserait pas ses assignations mensuelles. Quant aux recettes non fiscales provenant de la DGRAD, elles se sont chiffrées à 201,4 milliards de CDF, soit un taux de mobilisation de 66,1 % comparé à la programmation.

En outre, rapprochées à leur niveau de la période correspondante de 2022, il s'observe une baisse du rythme de mobilisation de recettes de 17,8 % en septembre 2023. Cette évolution est reflétée au niveau des recettes mobilisées par la DGI et la DGRAD. Seule la DGDA a réalisé mieux qu'en septembre 2022, soit +7,4 %.

S'agissant des dépenses mensuelles exécutées, elles ont atteint 1.549,2 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 54,5 % par rapport à la programmation mensuelle, attestant un effort de rationalisation des dépenses, face à la contreperformance probable de régies. Ces dépenses ont concerné principalement les charges courantes dont celles relatives à la rémunération et au fonctionnement des ministères et institutions politiques. Pour ce qui est des dépenses de rémunération, il sied de relever qu'elles ont été exécutées

à 61,5 %, se chiffrant à 382,4 milliards de CDF. Concernant les décaissements liés aux investissements, elles ont atteint 176,4 milliards de CDF, soit 37,0 % de la programmation mensuelle.

En cumul annuel, au 29 septembre 2023, la situation financière de l'Etat renseigne une mobilisation de ressources publiques de 13.875,5 milliards de CDF et un niveau de dépenses exécutées de 15.811,5 milliards.

❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

Au 26 septembre courant, le Trésor a levé, sur le marché intérieur, un montant de 94,9 millions de USD au titre des Bons du Trésor en dollar américain au taux moyen pondéré de 10,5 % et pour une maturité de 6 mois. En outre, il convient de relever que le montant soumissionné s'élevait à 95,90 millions de USD contre une adjudication annoncée de 100 millions.

Concernant les remboursements des titres échus, le Trésor a décaissé un montant de 354,7 milliards au titre des bons du Trésor et 5,9 milliards pour les obligations au mois de septembre courant.

2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous analyse, il a été observé une relative stabilité sur les deux segments du marché, attestée par des faibles variations des taux de change à la suite de la poursuite de l'application des mesures de stabilisation. Les réserves internationales ont connu une hausse en rythme hebdomadaire, se situant à 4,5 milliards de USD. Les cours mondiaux des produits miniers et du pétrole ont globalement évolué à la baisse d'une semaine à l'autre.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Au 29 septembre 2023, le taux de change indicatif a été contenu à son niveau de la semaine passée à 2.487,16 CDF le dollar américain, soit une très légère appréciation hebdomadaire de 0,1 %. Au marché parallèle, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,39 %, après une appréciation de 0,7 % observée la semaine précédente. Le taux parallèle s'est établi à 2.546,67 CDF le dollar américain.

Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2.528,64 CDF, soit une dépréciation hebdomadaire de 0,78 %.

Au 26 septembre 2023, le solde du budget en devises indique un déficit mensuel de 179,6 millions d'USD, découlant des recettes de 81,06 millions et des dépenses de 260,6 millions.

Les réserves internationales se sont établies à 4.487,42 millions de USD au 28 septembre 2023, soit un niveau correspondant à 2,43 mois d'importations de biens et services.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 28 septembre 2023, le cours du pétrole a enregistré un léger recul 0,60 %, se situant à 93,08 USD. Ce fléchissement fait suite d'une part, à la hausse des taux directeurs par les banques centrales de nombreux pays consommateurs de pétrole et d'autre part, à la levée de certaines restrictions sur les exportations de produits pétroliers russes.

Le cours du cuivre a renseigné une légère baisse de 0,22 %, en rythme hebdomadaire, se situant à 8.111,90 USD, alors que celui du cobalt s'est maintenu relativement à son niveau observé depuis le début du mois de juillet 2023, soit à 32.980,13 USD la tonne. Concernant l'once d'or, il s'est négocié à 1.889,00 USD, soit une baisse hebdomadaire de 3,04 %.

Les cours du riz, du blé et du maïs ont enregistré des hausses hebdomadaires respectives de 1,20 %, 1,27 % et 2,73 %, se situant à 353,75 USD, 214,30 USD et 179,82 USD la tonne, justifiées par le niveau élevé des prix des produits énergétiques. En effet, au cours du mois septembre, le cours du pétrole a atteint son plus haut niveau jamais enregistré depuis novembre 2022, après la décision de l'OPEP de réduire sa production.

2.3.3. Balance des biens

A fin août 2023, il s'est observé un recul de 8,25 % du volume des échanges entre la RDC et le reste du monde par rapport à la période correspondante de 2022.

La Balance commerciale a affiché un excédent de 2.056,00 millions d'USD contre celui de 1.522,18 millions enregistré à fin août 2022. Rapproché au PIB, cet excédent représente 3,00 % contre 2,31 % en 2022. Cette évolution résulte d'une diminution plus prononcée des importations que celle des exportations d'une année à l'autre. En effet, alors que les exportations ont diminué de 6,6 %, les importations ont baissé de 10,0 %.

2.4. Secteur Monétaire

Il est observé l'augmentation de 9,2% de la monnaie fiduciaire détenue par le public entre fin décembre 2022 et fin septembre 2023, passant de 3.542,5 à 3.869,4 milliards de FC. Cette évolution indiquerait une préférence pour la détention hors système bancaire du CASH. Celle expliquerait des résistances au changement imprimé par le plafonnement des retraits aux guichets des banques conformément aux articles 15 et 15 bis de la Loi sur le blanchiment de l'argent sale et le financement du terrorisme. Les comportements de rétorsion des opérateurs économiques consisteraient à réduire les versements aux guichets des banques et préférer la thésaurisation attestée par l'accélération des acquisitions des coffres forts.

Pour réduire notamment les effets adverses de la parité des taux d'intérêt, le Comité de Politique monétaire a, au cours de la réunion du 18 septembre courant, décidé de garder inchangés le taux directeur à 25 %, et le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en franc congolais à 10 %. En outre, les autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité.

2.4.1. Comportement des agrégats monétaires

Au 29 septembre 2023, la situation des institutions des dépôts renseigne une légère augmentation hebdomadaire de la monnaie centrale de 0,69 % pour s'établir à 7.982,1 milliards de CDF. Cette évolution s'explique par une hausse des actifs intérieurs nets à hauteur de 333,6 milliards de CDF alors que les actifs extérieurs nets ont accusé une baisse.

S'agissant des composantes, la hausse de la monnaie centrale a été localisée essentiellement au niveau des engagements envers les autres institutions de dépôts de 92,7 milliards de CDF.

Les passifs monétaires au sens large ont enregistré une baisse hebdomadaire de 0,1 % pour s'établir à 30.721,2 milliards de CDF. Cette diminution de l'offre de monnaie résulte de la baisse des actifs extérieurs nets de 278,7 milliards de CDF contrebalancée par une augmentation des actifs intérieurs nets ont baissé de 240,9 milliards.

Pour ce qui est des composantes, la baisse de l'offre de monnaie est essentiellement localisée au niveau du numéraire hors institutions des dépôts.

2.4.2. Marché monétaire

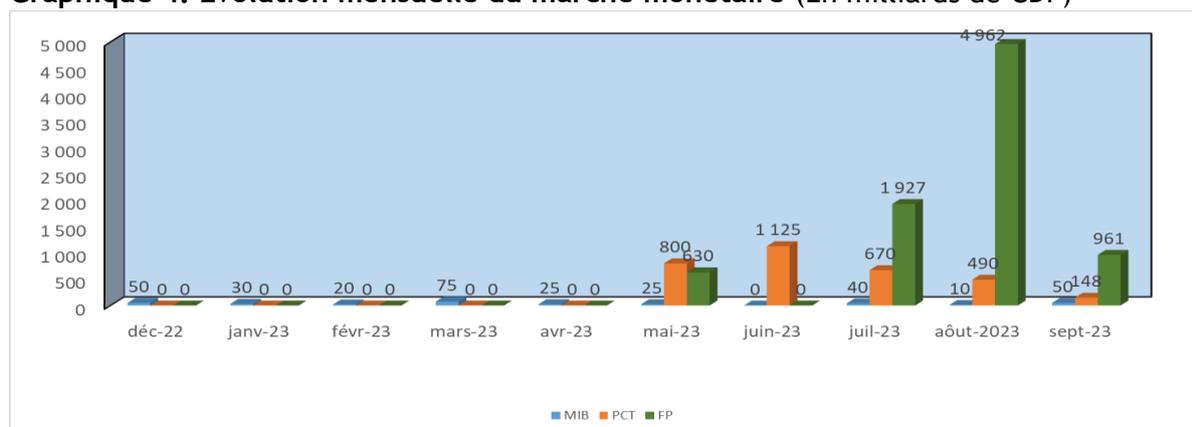
Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération au cours de la semaine sous revue. En cumul mensuel et annuel, les volumes des transactions enregistrés sur ce guichet ont atteint respectivement 148,0 milliards et 3.233,0 milliards contre un niveau de 3.890,5 milliards observé à la même période de 2022.

Le guichet des facilités permanentes a enregistré un volume des opérations hebdomadaire d'un import de 524,0 milliards de CDF. En cumul annuel au 29 septembre 2023, le volume des opérations y enregistré est porté à 8.479,7 milliards.

Quant au marché interbancaire, il n'a enregistré qu'une seule opération, au cours de la semaine sous revue, d'un import de 12,0 milliards de CDF, portant le cumul mensuel à 50,0 milliards. Pour rappel, au mois d'août 2023, il a affiché un volume d'opérations à hauteur 10,0 milliards de CDF. En cumul annuel, au 29 septembre 2023, le volume des opérations enregistré sur ce marché se situe à 275,0 milliards de CDF contre 1.306,0 milliards pour l'année 2022.

Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent entre 25,0 % et 26,0 %, sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

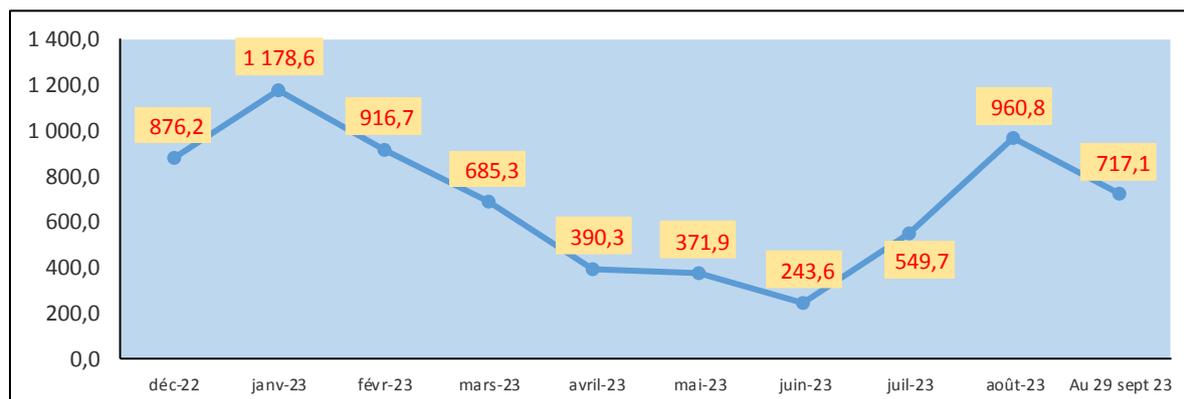
2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 29 septembre 2023, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une hausse hebdomadaire de 94,9 milliards de CDF, pour se situer à 3.277,7 milliards.

La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.560,6 milliards de CDF, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 717,7 milliards de CDF contre un niveau de 622,2 milliards une semaine auparavant.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 632,1 milliards de CDF.

Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin août 2023, le bilan consolidé du secteur bancaire affiche une hausse mensuelle de 2,4 % des dépôts de la clientèle, pour s'établir à 11.491,6 millions d'USD. La structure de dépôts a été dominée par les dépôts des ménages et des entreprises privées qui ont représenté respectivement 32,4 % et 31,8 % du total, suivis de ceux des entreprises publiques, des petites et moyennes entreprises et de l'Administration publique.

Quant aux crédits bruts, ils ont enregistré un recul mensuel de 0,3 %, s'établissant à 7.023,4 millions d'USD contre un niveau de 7.043,5 millions à fin juillet 2023. Cette situation découle principalement des crédits octroyés aux ménages et entreprises publiques. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises.

2.5. Etat des instruments de la politique monétaire

2.5.1. Le taux directeur

La Banque Centrale du Congo a procédé au troisième relèvement de son taux directeur, lequel est passé de 11,0 à 25,0 % l'an en date du 08 août 2023. Ce durcissement est justifié par la nécessité de neutraliser la liquidité excédentaire en monnaie nationale et de soutenir la stabilité du crade macroéconomique. La relation de cause à effet avec les taux débiteurs des banques est fort réduite en raison de faits suivants :

- Les rigidités nominales afférant à la signature des contrats de crédits à taux d'intérêt invariants avec plusieurs corporations socio-professionnelles. Ces contrats offrent l'avantage de limiter les impayés au titre de remboursement des crédits ; relative...
- L'existence des banques commerciales n'octroyant que des crédits en devises ;
- La situation où les banques ne sont pas en Banque. Dans ce cas, le taux directeur est utilisé par la Banque Centrale dans son volet « taux d'intérêt créditeur » pour accroître l'attractivité de ses titres tels que les bons BCC en vue de ponctionner davantage la liquidité excédentaire ;
- L'anticipation par les banques, sur la base des expériences du passé, de la durée très courte durée du durcissement de la politique monétaire, une fois l'inflation vaincue.

2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de l'augmentation du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0,0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

Lors de la séance d'adjudication du 27 septembre 2023, les souscriptions des banques se sont établies à 145,0 milliards de CDF, dont 140,0 milliards pour le Bon à 7 jours et 5,0 milliards pour celui à 28 jours, alors que la banque centrale avait lancé un appel d'offre d'un import de 140,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 100,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 30,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours : 10,0 milliards de CDF.

Tableau 1. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 27 septembre 2023

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	100	140	100
Bon BCC à 28 jours	30	5	5
Bon BCC à 84 jours	10	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Par rapport aux résultats, les soumissions retenues ont porté sur les titres à maturités à 7 et 28, pour un import total de 105,0 milliards de CDF.

Graphique 6. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé de 120,0 milliards de CDF à 160,0 milliards, soit une ponction hebdomadaire de 40,0 milliards. Cet encours est réparti de la manière suivante : 100,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours, 25,0 milliards pour celle à 28 jours et 35,0 milliards pour celle à 84 jours. En cumul annuel, au 27 septembre 2023, les charges des Bons BCC se sont situées à 18.005,1 millions de CDF.

ANNEXES

Tableau 1. Evolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2023	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%
	Avril						358,748	1,010%	
	I	356,15	0,277%	6,004%	417,215	24,181%			16,703%
	II	356,67	0,146%	6,159%	413,321	23,022%			16,639%
	III	357,39	0,203%	6,374%	410,698	22,242%			16,635%
IV	358,75	0,380%	6,779%	410,616	22,217%			16,867%	
Mai						361,594	0,793%		
I	359,51	0,213%	7,006%	408,562	21,606%			16,897%	
II	360,23	0,201%	7,221%	406,607	21,024%			16,868%	
III	360,97	0,204%	7,440%	404,887	20,512%			16,774%	
IV	361,59	0,173%	7,626%	403,029	19,959%			16,568%	
Juin						369,883	2,292%		
I	362,43	0,232%	7,876%	401,908	19,625%			16,421%	
II	364,26	0,505%	8,421%	403,356	20,056%			16,729%	
III	366,82	0,702%	9,182%	406,412	20,966%			17,287%	
IV	367,70	0,240%	9,445%	405,348	20,649%			17,300%	
V	369,88	0,593%	10,093%	407,215	21,205%			17,700%	
Juillet						391,307	5,792%		
I	374,97	1,375%	11,607%	415,102	23,552%			19,022%	
II	390,00	4,010%	16,082%	443,183	31,910%			23,483%	
III	390,72	0,184%	16,295%	440,418	31,087%			23,434%	
IV	391,31	0,150%	16,470%	437,597	30,248%			23,339%	
Août						394,691	0,865%		
I	391,95	0,164%	16,661%	435,078	29,498%			23,253%	
II	392,55	0,153%	16,839%	432,650	28,775%			23,080%	
III	393,20	0,166%	17,034%	430,473	28,127%			22,953%	
IV	393,98	0,197%	17,265%	428,637	27,581%			22,838%	
V	394,69	0,181%	17,477%	426,810	27,037%			22,618%	
Septembre						396,818	0,539%		
I	395,49	0,20%	17,714%	425,219	26,564%			22,496%	
II	396,00	0,13%	17,867%	423,291	25,990%			22,294%	
III	396,40	0,10%	17,986%	421,308	25,399%			22,065%	
IV	396,82	0,11%	18,110%	419,457	24,848%			21,862%	

Source : INS

Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	2023							
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Solde global	31,2	31,5	32,1	32,9	33,8	27,1	28,8	27,7
Industrie manufacturière	8,7	7,4	7,2	6,6	11,0	10,4	10,3	12,1
Electricité et Eau	22,9	25,7	25,8	27,3	24,0	22,8	22,3	21,6
Industrie extractive	36,6	36,7	38,4	39,0	39,1	30,4	30,6	30,7
Construction	21,7	19,2	25,2	26,9	28,7	30,1	32,2	34,0
Services	11,6	14,2	17,9	16,5	15,2	10,5	18,9	11,4

Source : BCC

Tableau 3. Estimation du taux de croissance par l'approche de la production

BRANCHES D'ACTIVITES	déc-21	déc-22			fin juin-2023		
	VAR (%)	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	7,5	7 289,1	15,6	7,18	7 843,8	7,6	3,7
Agriculture, forêt, élevage, chasse et p	2,4	2 102,4	2,4	0,36	2 189,2	4,1	0,6
Agriculture	2,8	2 027,8	2,4	0,34	2 113,2	4,2	0,6
Vivrière	3,1	2 002,3	2,6	0,36	2 083,5	4,1	0,5
Rente	-10,2	25,4	-9,7	-0,02	29,8	17,2	0,0
Sylviculture	-9,9	70,9	2,7	0,01	72,1	1,7	0,0
Elevage, pêche et chasse	3,0	3,8	2,6	0,00	3,9	3,0	0,0
Extraction	10,1	5186,7	21,9	6,8	5654,5	9,0	3,1
Extraction des hydrocarbures	1,8	24,1	6,3	0,010	25,4	5,3	0,0
Extraction des minéraux, pierres et a	10,2	5 162,6	22,0	6,81	5 629,1	9,0	3,1
Secteur secondaire	3,2	2 130,3	2,8	0,422	2 324,7	9,1	1,3
Industries manufacturières	4,1	1 434,9	2,4	0,25	1 482,3	3,3	0,3
Industries alimentaires,boissons et ta	4,6	1 208,0	2,5	0,21	1 238,8	2,5	0,2
Autres industries manufacturières	1,4	226,9	2,2	0,04	243,6	7,3	0,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	3,9	86,7	3,3	0,02	92,4	6,6	0,0
Bâtiment et travaux publics	1,1	608,7	3,5	0,15	749,9	23,2	0,95
Secteur tertiaire	5,6	5 313,3	3,3	1,24	5 544,5	4,4	1,6
Transports et Télécommunication	9,8	1 853,7	4,5	0,59	1 956,2	5,5	0,7
Transports	4,1	917,6	2,7	0,17	949,0	3,4	0,2
Télécommunication	16,2	936,1	6,5	0,42	1 007,2	7,6	0,5
Commerce	3,9	1 912,8	2,7	0,37	1 978,9	3,5	0,4
Autres services marchands	3,4	1 211,5	3,0	0,25	1 290,6	6,5	0,5
Banques et assurances	3,2	207,1	5,9	0,08	251,0	21,2	0,3
Autres services	3,5	1 004,4	2,4	0,17	1 039,5	3,5	0,2
Services d'administration publique	2,0	434,3	2,0	0,06	439,0	1,1	0,0
Education	2,0	12,6	3,0	0,00	13,0	3,3	0,0
Santé	4,0	2,2	4,0	0,00	2,2	3,1	0,0
Autres services non marchands	2,0	419,6	2,0	0,06	423,8	1,0	0,0
SIFIM	3,2	-99,1	5,9	-0,04	-120,2	21,2	-0,1
PIB au prix de base	6,1	14 732,8	8,9	8,8	15 712,9	6,7	6,6
Taxes sur les produits	17,3	166,9	7,7	0,1	167,3	0,2	0,0
PIB aux prix constants	6,2	14 899,7	8,9	8,9	15 880,2	6,6	6,6
PIB hors mines	4,5	9 712,98	3,1	2,1	10 225,66	5,3	3,4

Source : BCC, suivant les données de la CESC. (e) Estimation

Tableau 4. Exécution des opérations financières de l'Etat
(En milliards de CDF, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	Réalizations 2022		Mois de Septembre 2023			Cumul Septembre 2023			Variation 2023/2022	
	Mois Sept.	Cumul Sept.	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal	Exéc. en %	Sept.	Cumul Sept.
Douanes et accises (DGDA)	386,0	2724,3	423,7	414,4	97,8	3664,1	3657,0	99,8	7,4	34,2
Impôts directs et indirects (DGI)	1091,6	9115,2	1565,6	931,1	59,5	10693,8	7743,8	72,4	-14,7	-15,0
Recettes non fiscales (DGRAD)	278,2	2206,5	304,6	201,4	66,1	2579,2	2161,9	83,8	-27,6	-2,0
Pétroliers Producteurs	47,0	483,3	81,3	0,0	0,0	468,5	249,5	53,3	-100,0	-48,4
Dons et autres recettes	86,6	960,7	155,4	6,3	4,0	222,3	63,3	28,5	-92,8	-93,4
Total revenus et dons	1889,4	15490,0	2449,3	1553,2	63,4	17627,9	13875,5	78,7	-17,8	-10,4
Dépenses courantes	1416,2	10645,9	1377,1	1001,2	72,7	11166,0	10958,9	98,1	-29,3	2,9
Salaires	548,7	4875,0	622,2	382,4	61,5	5263,5	5194,3	98,7	-30,3	6,5
Intérêt sur la dette	15,0	73,8	32,0	10,6	33,2	261,3	150,3	57,5	-29,0	103,5
dont dette extérieure	4,4	31,7	19,9	3,5	17,8	154,0	45,0	29,2	-19,1	42,2
Frais de fonct. Inst. et Min.	391,7	3101,0	400,1	322,1	80,5	2959,2	3442,9	116,3	-17,8	11,0
Institutions Politiques	159,5	1434,6	169,0	150,6	89,1	1225,5	1434,7	117,1	-5,6	0,0
Ministères	232,2	1666,4	231,0	171,5	74,2	1733,7	2008,2	115,8	-26,2	20,5
Dépenses en capital	161,0	2067,7	476,3	176,4	37,0	2791,6	1849,4	66,3	9,6	-10,6
Amortissement de la dette	71,7	331,7	106,0	81,9	77,3	436,1	278,3	63,8	14,3	-16,1
Autres dépenses	214,2	1781,1	884,1	289,6	32,8	4510,5	2724,9	60,4	35,2	53,0
dont élections	123,3	0,0	270,0	74,0	27,4	780,0	802,9	102,9	-40,0	#DIV/0!
Total dépenses (+amort. dette)	1863,1	14826,4	2843,6	1549,2	54,5	18904,0	15811,5	83,6	-16,9	6,6
Solde de trésorerie	26,3	663,6	-394,3	4,0		-1276,2	-1936,0			

Source : BCC, sur la base du PTR du secteur public (Ministère des Finances/DGTCP).

Tableau 5. Cours des produits miniers, énergétiques et agricoles

	30-déc.-22	31-janv.-23	28-févr.-23	31-mars-23	28-avr.-23	31-mai-23	30-juin-23	31-juil.-23	31-août-23	21-sept.-23	28-sept.-23	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	86,00	82,84	84,10	84,14	79,07	72,92	75,03	85,30	87,19	93,64	93,08	-0,60
Cuivre LME \$/tm	8.379,00	9.087,00	8.843,35	8.935,00	8.590,00	8.016,20	8.327,50	8.762,50	8.524,50	8.129,55	8.111,90	-0,22
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	56.026,49	51.434,88	51.434,88	34.172,19	34.260,49	34.247,00	28.839,07	32.975,00	32.975,00	32.980,13	32.980,13	0,00
Or New York \$/o.t.	1.824,82	1.926,78	1.831,50	1.960,55	1.988,07	1.974,55	1.908,40	1.953,13	1.968,15	1.948,30	1.889,00	-3,04
Riz Chicago \$/tonne	405,96	393,93	382,34	386,09	385,17	381,68	331,57	344,15	365,34	349,56	353,75	1,20
Blé Chicago \$/tonne	290,81	279,04	259,41	256,65	226,62	220,99	237,13	242,94	222,10	211,62	214,30	1,27
Maïs Chicago \$/tonne	249,45	250,37	236,07	244,63	214,12	219,97	199,63	189,03	176,70	175,04	179,82	2,73

Source : les échos.

Tableau 6. Evolution comparative de la balance des biens 2022-2023 (en millions de USD)

	CUMUL JUILLET 2023		
	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽²⁾	Variation (%)
EXPORTATIONS	19 968,53	18 650,40	-6,60
IMPORTATIONS	18 446,35	16 594,36	-10,04
SOLDE GLOBAL	15 522,18	2 056,00	-35,07

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) 2022 : Situation de la balance des paiements provisoire.

(2) Janvier à mars 2023 : Situation de la Balance des Paiements provisoire

(2) Avril à Mai : Situation en accéléré tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la douane.

Tableau 7. Evolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle				
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen	en %	en CDF
31-déc.-21	1 999,97	2 040,00	2 049,33	2 044,67						
30-déc.-22	2 016,91	2 126,67	2 150,00	2 138,33	-0,84	-4,08	-4,68	-4,38	6,02	121,42
	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
31-janv.-23	2 032,50	2 198,33	2 220,00	2 209,17	-0,77	-3,26	-3,15	-3,21	8,69	176,67
28-févr.-23	2 036,23	2 291,67	2 311,67	2 301,67	-0,95	-7,20	-6,99	-7,10	13,04	265,44
31-mars-23	2 036,70	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,97	-8,04	-7,76	-7,89	13,99	284,93
28-avr.-23	2 230,64	2 332,00	2 345,00	2 338,50	-9,58	-8,81	-8,32	-8,56	4,84	107,87
31-mai-23	2 307,70	2 349,50	2 367,50	2 358,50	-12,60	-9,48	-9,19	-9,34	2,20	50,80
29-juin-23	2 411,02	2 440,00	2 455,00	2 447,50	-16,35	-12,84	-12,42	-12,63	1,51	36,48
31-juil.-23	2 430,97	2 337,50	2 405,00	2 371,25	-17,03	-9,02	-10,60	-9,82	-2,46	-59,72
31-août-23	2 508,26	2 468,33	2 495,00	2 481,67	-19,59	-13,84	-13,83	-13,83	-1,06	-26,60
22-sept.-23	2 489,19	2 523,33	2 550,00	2 536,67	-18,97	-15,72	-15,69	-15,70	1,91	47,48
25-sept.-23	2 435,02	2 525,00	2 550,00	2 537,50	-17,17	-15,78	-15,69	-15,73	4,21	102,48
26-sept.-23	2 486,77	2 525,50	2 552,50	2 539,00	-18,89	-15,79	-15,77	-15,78	2,10	52,23
27-sept.-23	2 431,90	2 527,50	2 552,50	2 540,00	-17,06	-15,86	-15,77	-15,81	4,44	108,10
28-sept.-23	2 453,90	2 535,00	2 557,50	2 546,25	-17,81	-16,11	-15,93	-16,02	3,76	92,35
29-sept.-23	2 487,16	2 535,83	2 557,50	2 546,67	-18,91	-16,14	-15,93	-16,03	2,39	59,51
Variation hebdomadaire au 29 septembre 2023					0,08	-0,49	-0,29	-0,39		

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 8. Évolution de la base monétaire

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jul-23	Aug-23	Sep-23	Sep-23	Var Hebdo en %	Var hebdo en volume
							0
DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO							0
							0
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	4 524 133	5 308 559	5 660 001	5 502 502	5 223 766	-5,07	-278 736
<i>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)</i>	2 246	2 187	2 274	2 213	2 129	-3,82	-84
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	9 635 983	11 946 849	12 298 291	12 140 792	11 862 056	-2,30	-278 736
<i>CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS (en mios de USD)</i>	4 778,39	4 920,76	4 941,36	4 883,33	4 833,96	-1,01	-49
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	3 713 556	4 769 338	5 196 092	5 090 047	4 373 397	-14,08	-716 650
<i>ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)</i>	1 841,52	1 964,43	2 087,75	2 047,34	1 782,22	-12,95	-265
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	8 825 406	11 407 629	11 834 382	11 728 337	11 011 687	-6,11	-716 650
<i>ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS (en mios de USD)</i>	4 376,44	4 698,66	4 754,96	4 717,43	4 487,42	-4,88	-230
Or monétaire	0	0	0	0	0		0
Avois en DTS	1 831 843	2 157 677	2 157 677	2 157 677	2 157 677	0,00	0
Avois en devises	6 993 563	9 249 952	9 676 705	9 570 660	8 854 010	-7,49	-716 650
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	810 577	539 210	463 898	412 445	850 359	106,18	437 914
Dont							0
Allocations en DTS TP	412 722	84 161	86 275	86 182	85 064	-1,30	-1 119
Réserves obligatoires en ME	378 622	321 812	244 206	192 908	632 107	227,67	439 199
Garanties à MT en ME reçues des Banques agréées	0	0	0	0	0		0
							0
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-5 111 850	-6 638 290	-6 638 290	-6 638 290	-6 638 290	0,00	0
							0
ACTIFS INTERIEURS NETS	2 931 250	2 521 390	2 615 395	2 424 771	2 758 346	13,76	333 576
							0
CRÉANCES INTERIEURES	3 702 820	3 861 523	3 688 163	3 640 701	3 672 398	0,87	31 697
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 770 132	1 787 298	2 186 369	2 193 557	2 164 607	-1,32	-28 950
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 008 946	3 990 463	3 990 463	3 990 463	3 990 463	0,00	0
Dont Titres en MN	2 270 117	2 466 367	2 466 367	2 466 367	2 466 367	0,00	0
Avances et autres comptes suspens Trésor	1 738 830	1 524 096	1 524 096	1 524 096	1 524 096	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 238 814	-2 203 164	-1 804 094	-1 796 906	-1 825 856	1,61	-28 950
							0
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	846 866	1 948 646	1 376 216	1 321 566	1 382 213	4,59	60 647
Dont Comptes RME	424 250	1 080 238	692 808	518 158	433 804	-16,28	-84 353
RME en millions de USD	210	445	278	208	177	-15,18	-32
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	0	185 000	0	120 000	265 000	120,83	145 000
Autres	422 616	683 408	683 408	683 408	683 408	0,00	0
							0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	85 821	125 578	125 578	125 578	125 578	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	85 821	125 578	125 578	125 578	125 578	0,00	0
							0
AUTRES POSTES NETS	-771 569	-1 340 132	-1 072 767	-1 215 930	-914 051	-24,83	301 879
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	311 430	677 115	1 144 480	881 317	1 223 196	38,79	341 879
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	-209 982	-40 884	-240 884	-120 884	-160 884	33,09	-40 000
Dont Bon BCC	208 000	40 000	240 000	120 000	160 000	33,33	40 000
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-851 174	-1 958 760	-1 958 760	-1 958 760	-1 958 760	0,00	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0		0
CRÉDITS	0	0	0	0	0		0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	-21 843	-17 604	-17 604	-17 604	-17 604	0,00	0
DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-18 977	-14 176	-14 176	-14 176	-14 176	0,00	0
Comptes Lori en ME des Entreprises publiques et semi-publiques	18 977	14 176	14 176	14 176	14 176	0,00	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE	0	0	0	0	0		0
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-2 866	-3 428	-3 428	-3 428	-3 428	0,00	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU	0	0	0	0	0		0
							0
BASE MONÉTAIRE	7 455 384	7 829 949	8 275 396	7 927 273	7 982 112	0,69	54 840
CIRCULATION FIDUCIAIRE	3 797 114	4 033 507	4 145 615	4 188 855	4 150 970	-0,90	-37 884
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	3 542 588	3 655 487	3 826 567	3 869 806	3 831 922	-0,98	-37 884
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)</i>	254 527	378 021	319 048	319 048	319 048	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 634 643	3 757 954	4 091 293	3 699 930	3 792 654	2,51	92 724
Dont							0
Avois des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale	3 251 839	3 243 240	3 576 230	3 182 814	3 277 679	2,98	94 865
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 375 596	2 693 581	2 615 457	2 560 569	2 560 569	0,00	0
Reserves nettes des banques commerciales	876 242	549 660	960 773	622 246	717 111	15,25	94 865
							0
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères	378 622	321 812	244 206	192 908	632 107	227,67	439 199
R.O en ME (En millions USD)	188	133	98	78	258	231,98	180
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	23 626	38 488	38 488	38 488	38 488	0,00	0

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 9. Offre de monnaie

<i>En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)</i>	Dec-22	Jul-23	Aug-23	Sep-23	Sep-23	Var Hebdo en %	Var hebdo en volume
SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_3SG							
	au 30	au 31	au 31	au 22	au 29		
		Accélérée	Accélérée	Accélérée	Accélérée		
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	15 737 312	17 700 446	20 309 534	20 152 035	19 873 299	-1,38	-278 736
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	22 220 059	27 418 915	27 271 423	27 113 924	26 835 188	-1,03	-278 736
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-6 482 747	-9 718 469	-6 961 888	-6 961 888	-6 961 888	0,00	0
							0
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	10 090 005	12 547 980	10 406 298	10 607 036	10 847 889	2,27	240 853
							0
CRÉANCES INTÉRIEURES	13 931 547	18 436 196	16 518 250	16 525 438	16 496 488	-0,18	-28 950
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	1 447 583	485 597	1 303 745	1 310 934	1 281 984	-2,21	-28 950
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 421 737	4 432 079	4 386 918	4 386 918	4 386 918	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 974 154	-3 946 482	-3 083 172	-3 075 984	-3 104 934	0,94	-28 950
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	12 483 965	17 950 599	15 214 504	15 214 504	15 214 504	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	238 568	237 443	237 443	237 443	0,00	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 145	1 304 845	1 330 966	1 330 966	1 330 966	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 276 078	16 407 186	13 646 095	13 646 095	13 646 095	0,00	0
							0
AUTRES POSTES (NET)	-3 841 542	-5 888 216	-6 111 951	-5 918 402	-5 648 599	-4,56	269 803
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	73 900	93 828	-194 744	-1 195	268 608	-22574,56	269 803
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-101 782	-60 149	-49 805	-49 805	-49 805	0,00	0
TITRES AUTRES QU'ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0		0
CRÉDITS	-7 706	-20 873	-21 397	-21 397	-21 397	0,00	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0		0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0		0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-3 805 954	-5 901 021	-5 846 004	-5 846 004	-5 846 004	0,00	0
							0
							0
							0
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	25 827 318	30 248 426	30 715 833	30 759 071	30 721 188	-0,12	-37 883
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 542 588	3 655 487	3 826 567	3 869 806	3 831 922	-0,98	-37 884
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	14 908 472	17 433 020	17 570 237	17 570 236	17 570 237	0,00	1
AUTRES DÉPÔTS	7 376 258	9 159 919	9 319 029	9 319 029	9 319 029	0,00	0
TITRES AUTRES QU'ACTIONS	0	0	0	0	0		0
							0
MI	6 561 834	6 302 417	6 702 519	6 745 758	6 707 874	-0,56	-37 884

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 11. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Cumul/An
Emissions autorisées	113 490,00	104 400,00	119 350,00	90 572,50	154 807,87	147 052,00	195 250,00		151 638,21	1 076 560,5751
Emissions réalisées=	66 609,86	97 142,05	133 307,39	106 052,66	126 272,51	164 340,70	89 526,71	110 447,07	103 040,03	996 738,99190
Destructions = (B)	19 100,00	16 514,50	8 663,25	-00	3 280,00	12 536,64	3 982,78	97 535,40	65 434,75	227 047,31
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	47 509,86	80 627,55	124 644,14	106 052,66	122 992,51	151 804,06	85 543,94	12 911,67	37 605,28	769 691,68
Recyclage	507 261,50	373 842,96	392 155,79	421 210,52	536 035,66	482 725,37	562 946,52	408 835,91	444 203,60	4 129 217,84
dont au Siège	191 249,33	117 799,58	120 645,92	128 510,86	195 919,62	198 974,86	219 384,49	122 877,73	116 914,86	1 412 277,27
dont en provinces (*)	316 012,17	256 043,38	271 509,87	292 699,66	340 116,04	283 750,51	343 562,03	285 958,18	327 288,74	2 716 940,57

Source : Banque Centrale du Congo.